

Aéroport Félix-Éboué



MARCHE DE SERVICE

REGLEMENT DE CONSULTATION

Maître d'Ouvrage

**Chambre de Commerce et de l'Industrie de Guyane
(C.C.I.G.)**

Objet du Marché

**VERIFICATION ANNUELLE DES INSTALLATIONS DE L'AEROPORT
DE CAYENNE FELIX EBOUE**

N° de marché : **CCI973-AERO-0124**

Remise des offres

Date limite de réception : 21 FEVRIER 2024 à 13 H (heure de Guyane)

1. Identification de l'organisme qui passe le marché :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA GUYANE (CCIG)
Place de l'Esplanade - BP 49
97321 CAYENNE Cedex
Tél. 0594 29 96 00 - Fax 0594 29 96 34

2. Procédure de passation : MARCHE SELON PROCEDURE ADAPTEE

3. Objet du marché : Vérification Réglementaire annuelle des installations techniques de l'aéroport de Cayenne – N° de marché CCI973-AERO-0124

4. Forme du marché ou Nombre de tranches et de lots :

4.1 Allotissement

- Lot n°1 : Vérification électrique et protection contre la foudre
- Lot n°2 : Vérification des Ascenseurs et escaliers mécaniques
- Lot n°3 : Vérification des passerelles télescopiques accès passager
- Lot n°4 : Portes automatique et portails/barrières électriques
- Lot n°5 : Stockage de produit dangereux
- Lot n°6 : Vérification des installations SSI (désenfumage inclus)
- Lot n°7 : Vérification des lignes de vie

4-2-Tranches

Sans objet.

5. Contenu du DCE et durée du marché

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.);
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.).
- Un acte d'engagement à compléter.

Le marché est conclu pour 12 mois à compter de sa notification.

En cas de non reconduction le titulaire en sera informé par courrier deux mois avant la fin de la période.

6. Modalités d'exécution et Délais de validité des propositions

- Lieu d'exécution : Aéroport de Cayenne/Félix Eboué

Le délai de validité des propositions est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

7. Présentation des propositions :

7-1-Documents dans le cadre de l'offre :

- La lettre de candidature ou DC1
- La déclaration du candidat (DC2) dûment complétée (Téléchargeable sur le site internet www.minefi.gouv.fr).
- Une assurance civile et professionnelle en cours de validité ;
- Références sur les 3 dernières années et notamment sur des prestations similaires ;
- Le(s) pouvoir(s) habilitant le signataire à engager le candidat (extrait k-bis, délégation de signature...)
- L'acte d'engagement dûment complété – Si l'entreprise répond à plusieurs lots, un acte d'engagement par lot
- Le Bordereau des prix unitaires complété fourni par l'entreprise,

- Un mémoire technique présentant la société, les moyens techniques et humains qui seront affectés à la réalisation du marché ainsi que l'organisation et le mode de fonctionnement proposés par le candidat pour répondre aux exigences posées par l'Entité Adjudicatrice.

7-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

7-3-Unité monétaire

Les candidats sont informés que l'Entité Adjudicatrice conclura le marché en EURO.

8. Lieu de retrait du dossier de consultation :

8-1 Mise à disposition du DCE et modifications

Le DCE est disponible par voie électronique à l'adresse www.marches-public.gouv.fr.

Sur ce site, les candidats peuvent s'authentifier et indiquer leur adresse électronique. Ils pourront ainsi bénéficier de toutes les informations complémentaires qui seront éventuellement diffusées au cours de la consultation.

L'Entité Adjudicatrice se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation des entreprises. Ces modifications devront être reçues par les candidats 4 jours avant la date de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation sur ce point.

8.2 - Conditions d'envoi des propositions

Le pli doit contenir les documents, énumérés article 7 du présent règlement, relatifs à l'offre.

Les offres électroniques pourront être déposées à l'adresse suivante :

www.marches-public.gouv.fr

Tout dépôt sur un autre site ou sur adresse électronique est nul et non avenu rendant ainsi irrecevable le pli de l'opérateur économique.

Les soumissionnaires disposent sur le site d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des candidatures et des offres (Cf. article 6 du présent document).

En outre pour toutes demandes d'assistance technique, question ou tout problème rencontré, le soumissionnaire peut contacter les conseillers techniques du site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Par téléphone : 01 76 64 74 07

Les candidatures et offres doivent alors être signées électroniquement. Les formats de signature de référence acceptés seront conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) ou équivalents PAdES, CAdES, XAdES.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

9. Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée au **21 FEVRIER 2024 à 13 H** (heure de Guyane)

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ne seront pas retenus.

10. Critères de sélection des offres

La Chambre de Commerce et d'Industrie de la région Guyane exclura les candidatures sans référence suffisante par rapport à la mission demandée. Les candidatures reçues hors délais seront éliminées, selon l'article R2143-2.

Les candidatures seront analysées conformément aux dispositions aux articles R2143-3 ET R2143-4 du Code de la Commande Publique.

Le marché sera attribué conformément aux dispositions aux articles R2143-3 ET R2143-4 du CCP, par la détermination de l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée sur la base des critères suivants avec leur pondération :

- **Valeur technique de l'offre : (pondération 40)**, au regard des éléments du mémoire technique :
 - Moyens humains : 30 %
 - Moyens techniques et procédures : 10 %),
- **proposition financière du candidat : (Pondération 60)**

11. Méthodologie de notation

Modalités de notation du critère prix :

L'offre la plus basse au terme de la négociation, jugée conforme, obtient la note maximale soit 60 points.

Les autres offres seront notées par application d'une règle de 3 inversée :

$$\frac{\text{Offre la plus basse} \times \text{le nombre de points affectés}}{\text{Offre du candidat}}$$

Modalités de notation de la valeur technique :

La valeur technique sera appréciée à parts égales sur la base des critères formulés à l'article 10.

L'évaluation de chaque item se fera sur la base suivante :

Document non fourni	soit 0 point
insuffisant	soit : $\frac{1}{4}$ des points
moyen	soit : $\frac{1}{2}$ des points
satisfaisant	soit : $\frac{3}{4}$ des points
parfaitement adapté	soit : le total des points

12. – Négociations

Après examen des offres selon les critères exposés ci-dessus, l'Entité Adjudicatrice pourra engager des négociations avec les deux ou trois candidats les mieux classés, ou avec tous les candidats si seulement trois candidatures ou moins ont été retenues, sur tout ou partie des éléments de leur offre, notamment le prix.

13. Variantes et Options

Les variantes sont autorisées. Aucune option n'est prévue au présent marché.

14. Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera dans les conditions prévues à l'article 183 du Décret n°2016-360.

15. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite, directement sur la plate-forme marché <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une réponse sera alors donnée, par écrit, à tous les candidats ayant retiré le dossier, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.